

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CDS

20, rue Jean Moulin
28700 Béville-Le-Comte

Références : IC250638
Code AIOT : 0010008145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement CHIMIREC CDS implanté 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CDS
- 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte
- Code AIOT : 0010008145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

-Situation de l'entreprise:

La société CHIMIREC CDS exerce, sur son site de Béville-le-Comte, une activité de collecte, transit,

regroupement et pré-traitement de déchets d'activités économiques. Cet établissement emploie 40 personnes.

-Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26janvier2011 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9juin2023.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

- 3510: élimination ou valorisation de déchets dangereux, la capacité étant de 77t/j (autorisation);
- 3550: stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité étant de 1213,5t (autorisation);
- 2718-1: installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 1193,5t (autorisation);
- 2790-1: installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de déchets traités étant de 77t/j et 20000t/an (autorisation);
- 2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 12t/j (autorisation);
- 2711-2: installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 100m³ (déclaration avec contrôle périodique);
- 2714-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 360m³ (déclaration);
- 2716-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 180m³ (déclaration avec contrôle périodique);
- 2795-2: lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux: quantité maximale d'eau mise en œuvre: 2m³/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE (rubrique IED principale), les meilleures techniques disponibles - traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17décembre2019.

-Projets et investissements:

Les travaux d'extension et de réaménagement du site prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9juin2023 sont en cours, ils devraient s'achever courant 2026.

L'exploitant envisage d'acquérir une parcelle située au sud de son site afin d'étendre son établissement. L'inspection des installations classées rappelle que les modifications qui résultent de cette opération doivent préalablement être portées à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir (extension du périmètre ICPE, modifications des conditions d'exploitation de l'établissement...).

-Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Quantité de déchets entreposés	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2	Demande d'action corrective	7 jours
9	Alvéole A2 - capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques - conduits et traitements	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1	Sans objet
2	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.1	Sans objet
5	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	Sans objet
7	Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	Sans objet
8	Implantation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3	Sans objet
10	Aménagement du bassin versant n°2	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.2.1	Sans objet
11	Rétention des eaux d'extinction - bassin versant n°2	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.6	Sans objet
13	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
14	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - conduits et traitements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - conduits et traitements
Prescription contrôlée : Conduit n° 1 : Broyeur de parfums ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV par une tour de lavage à eau sur une colonne d'absorption. Conduit n° 2 : Broyeurs d'emballages et matériaux souillés (EMS) ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...]. Conduit n° 3 : Alvéole A10 (stockage temporaire des solvants non-chlorés), postes de pompage et de déconditionnement, évents des cuves de stockage des déchets liquides ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...]. [...] L'exploitant met en place des capteurs de pression permettant de vérifier le bon fonctionnement de chacun des dispositifs de traitement de ses effluents gazeux. En cas d'atteinte d'un seuil d'alerte, une alarme avertit l'exploitant du dysfonctionnement
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u> Les évents des cuves de stockage de déchets liquides (éthanol, eaux souillées) ne sont pas associés à un dispositif de captation et de rejet canalisé à l'atmosphère. <u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u> Par courrier en date du 8 novembre 2024, l'exploitant indique que <i>"les rejets des cuves le nécessitant, l'alvéole A10 ainsi que le poste de déconditionnement et de pompage seront intégralement canalisés à la fin du chantier d'extension du site courant 2026"</i> . Le jour de l'inspection, il est constaté l'absence des cuves de stockages susmentionnés. L'exploitant indique que le site est actuellement dans une phase transitoire de démantèlement des installations existantes afin d'aménager les futurs locaux. Pour l'instant, le conditionnement des déchets liquides est effectué par lots en GRV. Conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 09 juin 2023, les évents des cuves de stockages devront être associés à un dispositif de captation et de rejet canalisé l'atmosphère. <u>Constat : Considérant l'absence des cuves de stockage sur le site, la non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets des conduits n° 1 et n° 2 dans les conditions suivantes: - Débit ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...] ; - Poussières ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 13284-1 [...] ; - COVT ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...] ; - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...] ; - COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...]. L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets du conduit n° 3 dans les conditions suivantes : - Débit ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...] ; - COVT ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...] ; - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...] ; - COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...]. Pour chaque polluant : valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune]
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u> La méthode retenue par l'exploitant pour la réalisation des mesures de suivi des COV spécifiques ne correspond pas à la norme FD X43-319. <u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u> Par courriel du 30 septembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'essai 25EP594 relatif aux prélèvements effectués le 2 septembre 2025 sur les rejets atmosphériques des conduits n°1 (broyeur de parfum) et n°2 (emballages et matériaux souillés – EMS). Concernant les COV, la méthode retenue par l'exploitant pour la réalisation des mesures de suivi des COV spécifiques correspond à la norme FD X43-319 <u>Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Conduit n° 1 : [...] débit nominal 2800 Nm ³ /h, vitesse minimale d'éjection 5 m/s. Conduit n° 2 : [...] débit nominal 5600 Nm ³ /h, vitesse minimale d'éjection 8 m/s. Conduit n° 3 : [...] débit nominal 4500 Nm ³ /h, vitesse minimale d'éjection 5 m/s.
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u> La vitesse d'éjection des rejets atmosphérique du conduit n°2 (broyeur EMS) est inférieure à la vitesse minimale prescrite. <u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u> Le rapport d'essais 25EP594 mentionné au point de contrôle n°2 indique les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">la vitesse des gaz n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral du 09 juin 2023 :<ul style="list-style-type: none">Conduit n°1 (broyeur parfums) : 4.2 m/sConduit n°2 (broyeur EMS) : 5.9 m/sLes débits nominaux mesurés sont inférieurs à ceux indiqués dans l'arrêté. En complément, l'exploitant transmet par courriel, le 3 octobre 2025, le rapport d'essais 25EN543 relatif aux prélèvements effectués le 13 juin 2025. L'exploitant indique que le rapport 25EP594 constitue la suite des mesures du premiers semestre (rapport 25EN543) suite à un problème survenu lors du premier mesurage. Ce rapport indique les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">la vitesse des gaz est conforme à l'arrêté préfectoral du 09 juin 2023 :<ul style="list-style-type: none">Conduit n°1 (broyeur parfums) : 7.3 m/sConduits n°2 (broyeur EMS) : 8.1 m/sles débits nominaux mesurés sont inférieurs à ceux indiqués dans l'arrêté. L'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'une réflexion est en cours afin de résoudre cette non-conformité récurrente (saturation des filtres à charbons, réglage non optimisé, etc.). De plus, l'exploitant indique que l'installation de plusieurs capteurs de vitesse permettra de suivre plus précisément les vitesses minimales d'éjection. <u>Constat : Considérant que la vitesse des gaz est variable et considérant le rapport 25 EP 594 la non-conformité relevée lors de la précédente inspection est maintenue.</u> L'inspection des installations classées encourage vivement l'exploitant à profiter du réaménagement global du site pour trouver une solution technique viable pour augmenter durablement les vitesses minimales d'éjection. Et tout état de cause, une solution technique devra être mise en place avant la prochaine visite d'inspection (2026).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduit n° 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières : 5 mg/Nm³ ; 14 g/h ; 42 g/j ; 10,9 kg/an. - COVT : 30* mg/Nm³ ; 84 g/h ; 252 g/j ; 65,5 kg/an. <p>Conduit n° 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poussières : 5 mg/Nm³ ; 28 g/h ; 168 g/j ; 43,6 kg/an. - COVT : 30* mg/Nm³ ; 168 g/h ; 1008 g/j ; 262 kg/an. <p>Conduit n° 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - COVT : 110* mg/Nm³ ; 495 g/h ; 6083 g/j ; 1969 kg/an. <p>* la valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux en tenant compte des valeurs de flux définies à l'article 27.7 du 2 février 1998 susvisé (COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ou COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351).</p>
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u></p> <p>Les effluents atmosphériques rejetés par l'exploitant, au niveau des conduits n°1 et n°2, présentent des dépassements significatifs des VLE prescrites en concentrations et en flux pour le paramètre COVT.</p> <p><u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u></p> <p>Le rapport d'essais 25EN543 relatif aux prélèvements effectués le 13 juin 2025 indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conduit n°1 (broyeur parfums) pour les poussières : 2.7 mg/m³ pour un flux de 4.76 g/h • Conduit n°2 (broyeur EMS) pour les poussières : 1.9 mg/m³ pour un flux de 3.73 g/h <p>Le rapport d'essais 25EP594 relatif aux prélèvements effectués le 2 septembre 2025 indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conduit n°1 (broyeur parfums) pour les COVT : 19 mg/m³ pour un flux de 20 g/h • Conduit n°2 (broyeur EMS) pour les COVT : 0.9 mg/m³ pour un flux de 1.3 g/h • <p>Pour le conduit n°1, le rapport indique que <i>"parmi les COV spécifiques recherchés seul l'acétaldéhyde (H350, H341) (H350, H341) a été quantifié. Cette substance appartient à la liste des composés de l'annexe 3 du 2/2/98"</i>. La concentration pour l'acétaldéhyde est de 0.15 mg/m³ pour un flux de 0.15 g/h. Cela est conforme à l'article 27.7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Pour le conduit n°1, le rapport indique que <i>"Seul le dichlorométhane [composé halogéné H351], l'acétaldéhyde et le formaldéhyde [H350 notamment] ont été quantifiés parmi les substances recherchées. Le phénol et le benzène n'ont pas été détectés"</i>. La concentration pour l'acétaldéhyde est de 1.7 mg/m³ pour un flux de 2 g/h, la concentration pour le dichlorométhane est de 3.2</p>

mg/m³ pour un flux de 4.4 g/h, la concentration pour le formaldéhyde est de 0.05 mg/m³ pour un flux de 0.08 g/h. Cela est conforme à l'article 27.7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après :

[...] les deux cuves dédiées au stockage d'alcools, la cuve dédiée au stockage des solvants non-chlorés (une couronne d'aspersion à l'eau par cuve) [...].

Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2025)

La cuve de stockage d'alcool n'est pas dotée d'une couronne d'aspersion à eau.

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Comme indiqué précédemment au point n°1, la cuve de stockage d'alcool n'est plus présente. Dans le cadre du réaménagement du site, la nouvelle cuve de stockage d'alcool devra comprendre une couronne d'aspersion à eau conformément à l'article 5.3.1 de l'arrêté ministériel du 9 juin 2023.

Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Quantité de déchets entreposés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

[...]

Stockage de déchets vrac :

- huiles usagées : 310 tonnes,
- eaux souillées : 130 tonnes,
- liquides de refroidissement usagés : 30 tonnes,
- solvants non-chlorés : 30 tonnes,
- alcools : 60 tonnes,
- emballages et matériaux souillés : 110 tonnes,
- déchets pâteux : 50 tonnes,
- filtres à huiles usagés : 25 tonnes,

[...]

Stockage de déchets conditionnés :

- acides : 20 tonnes,
- bases : 20 tonnes,
- aérosols : 15 tonnes,
- batteries : 40 tonnes,
- bouteilles de gaz : 5 tonnes,
- déchets chlorés : 15 tonnes,
- déchets contenant des métaux lourds : 1 tonnes,
- déchets de laboratoire : 14 tonnes,
- déchets spécifiques en petits conditionnements : 35.5 tonnes,
- solvant non-chlorés : 30 tonnes,
- DEEE : 20 tonnes,
- eaux souillées : 40 tonnes,
- emballages et matériaux souillés : 20 tonnes,
- huiles usagées : 20 tonnes,
- liquides de refroidissement usagés : 10 tonnes,
- matières premières dangereuses : 55 tonnes,
- matières premières toxiques : 7 tonnes,
- pâteux : 50 tonnes,
- produits de jardinage et phytosanitaires (emballage) : 15 tonnes,
- tubes, néons, lampes : 6 tonnes,
- piles : 30 tonnes (dont 5 tonnes de piles et batteries au lithium)

[...]

Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)

La quantité d'emballage et matériaux souillés en vrac entreposée par l'exploitant excède la quantité maximale prescrite pour ce type de déchets.

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées consulte l'état des stocks au 17 octobre 2025. Le document indique :

- Acides/bases : 16.55 tonnes,
- Aérosols : 9.24 tonnes,
- Batteries : 3.91 tonnes,
- Bouteilles de gaz : 1.72 tonne,
- Déchets chlorés : 0.20 tonne,
- DEEE : 9 tonnes,
- DIND emballage : 9.52 tonnes,
- DIND en mélange (conditionnés) : 16.86 tonnes,
- DIND en mélange (vrac) : 1.46 tonne,
- DIND métaux : 3.19 tonnes,
- DIND verre : 41,14 tonnes,
- Eaux souillées : 35.32 tonnes,
- Emballages et matériaux souillés (conditionnés) : 7.57 tonnes,
- Emballages et matériaux souillés (vrac) : 72 tonnes,
- huiles usagées : 9.90 tonnes,

- Liquides de refroidissement usagés : 2.98 tonnes,
- Matières premières dangereuses : 27.57 tonnes,
- Pateux (conditionnés) : 16.79 tonnes,
- Pateux (vrac) : 16.23 tonnes,
- Phytosanitaires et emballages : 0.76 tonne,
- Piles en mélange : 29.86 tonnes,
- Poudres : 0.32 tonne,
- Produits de laboratoire : 0.88 tonne,
- Solvants non chlorés (conditionnés) : 26.32 tonnes,
- Solvants non chlorés (vrac) : 62.32 tonnes,
- tubes fluorescents et lampes : 2.15 tonnes.

Or, certaines catégories de déchets ne sont pas reprises dans l'état des stocks de l'exploitant. Par exemple, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que la catégorie "Solvants non Chlorés en vrac" comprend, en plus des solvants non chlorés en vrac, le stockage d'alcool (capacité = 60tonnes).

Il est donc nécessaire, pour l'exploitant, et afin d'avoir un réel état des stocks, de revoir les catégories des déchets en reprenant les intitulés de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2023.

Par conséquent, il n'est pas possible de certifier que l'exploitant respecte les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral susmentionné.

Constat : L'exploitant ne peut justifier du respect des quantités maximales de déchets stockés sur son site, car les catégories de déchets présentes sur l'état des stocks ne correspondent pas à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

[...] les équipements sont [...] facilement accessibles.[...]

Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)

L'exploitant ne s'assure pas que ses moyens de lutte contre l'incendie sont facilement accessibles.

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées constate le déplacement du PIA et la bonne accessibilité de l'extincteur à poudre au niveau de la zone broyage.

Constat : La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Implantation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Les zones et stockages internes aux bâtiments sont implantés selon le plan joint en annexe 3.
[...] Zones extérieures : Les bennes [...] sont implantées conformément au plan en annexe 3. Les zones d'entreposage des bennes sont matérialisées par un marquage au sol.

Bassin versant n° 1 :

- zone ouest : 16 bennes de 30 m³ (deux alignements de 8 bennes) à au moins 9 m de la limite de propriété et plus de 9,5 m de la réserve incendie. Les deux bennes les plus proches de la réserve incendie ne contiennent pas de déchets combustibles. Un merlon paysager d'une hauteur de 2m est implanté en limite ouest de ce stockage ;[...]

Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)

L'exploitant entrepose plus de 16 bennes de déchets dans la zone de stockage extérieures ouest. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas matérialisé les zones d'entreposage de ses bennes par un marquage au sol.

Visite d'inspection du 24 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations constate que les zones d'entreposage des bennes possèdent un marquage au sol. De plus, la zone extérieure ouest contient moins de 16 bennes de déchets.

Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Alvéole A2 - capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Alvéole A2 : Déchets inflammables. [...] Dispositions spécifiques : [...] Formes de pente vers un avaloir central dirigeant les écoulements vers une rétention déportée de 10 m ³ située dans le bassin de régulation des eaux pluviales.
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u> Le sol de l'alcéole A2 est dépourvu d'une forme de pente permettant de diriger les éventuels écoulements vers l'avaloir central du local. En outre, les liquides répandus au sol sont susceptibles de s'écouler hors de l'alcéole A2. <u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u> Sur place, l'inspection des installations classées constate la mise en place d'un dispositif de rétention à l'entrée de l'alcéole A2. Ce dispositif permet d'éviter que les liquides répandus au sol s'écoulent en direction du couloir. Cependant, l'exploitant vérifiera qu'aucun écoulement n'est possible en dehors de l'alcéole A2 via la porte de secours située à l'opposé du couloir et installera, si nécessaire un dispositif de rétention équivalant au dispositif susmentionné. Cet exercice sera réalisé pour l'ensemble des alcéoles du site. <u>Constat :</u> <ul style="list-style-type: none">• <u>La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.</u>• <u>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de s'assurer que les liquides répandus au sol ne sont pas susceptibles de s'écouler hors de l'alcéole A2, notamment via la porte de secours. Cet exercice sera réalisé pour l'ensemble des alcéoles du site et dispositifs de rétention seront installés si nécessaire.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Aménagement du bassin versant n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Bassin versant n° 2 [...] : les eaux de ruissellement sont traitées par le séparateur d'hydrocarbures n° 3 avant de rejoindre des noues d'infiltration présentant une contenance cumulée de 80 m ³ (point de rejet n° 3). En cas d'orage, et afin de faire face au risque de débordement des noues d'infiltration, un dispositif de surverse, doté d'un clapet anti-retour, permet de transférer l'éventuel trop-plein vers le bassin de régulation du bassin versant n° 1
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2024)</u> Le dispositif de surverse du bassin versant n°2 vers le bassin versant n°1 n'est pas doté d'un clapet anti retour. <u>Visite d'inspection du 27 septembre 2025</u> Par courrier daté du 8 novembre 2024, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le clapet anti-retour a été mis en place par la société TPCI et transmet également une photographie de l'installation de ce clapet. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées consulte également le plan des réseaux qui mentionne la présence du clapet anti-retour. <u>Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétention des eaux d'extinction - bassin versant n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes : [...] bassin versant n°2 : bassin étanche d'un volume disponible en permanence d'au minimum 151 m ³ .
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (24 septembre 2025)</u> Le dispositif d'isolement des eaux potentiellement polluées du bassin versant n°2 n'est pas signalé ni actionnable en toute circonstance. <u>Visite d'inspection du 17 septembre 2025</u> Par courrier du 8 novembre 2024, l'exploitant indique, à l'inspection des installations classées, la mise en place de consignes spécifiques sur le coffret des pompes de relevage du bassin versant n°2. Un bouton d'arrêt d'urgence a également été installé par la société OLAS. Sur place, l'inspection des installations classées constate la mise en place des éléments susmentionnés. Par ailleurs, l'exploitant indique que les équipes d'astreinte ont été formées aux

fonctionnements des éléments.

Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées consulte le plan de défense contre l'incendie (PDI).

Ce dernier ne comprend pas les éléments suivants :

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler,
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels. En effet, les bassins de rétention sont présents sur les plans mais ne sont pas nommés et ne sont pas mis en évidence.

De plus, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le PDI n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours.

Constat : Le PDI n'est pas complet et n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à

tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que des exercices de défense contre l'incendie sont réalisés deux fois par an. Le prochain exercice est prévu le 18 novembre 2025 en présence des pompiers et de la cellule risques chimiques. L'exploitant indique que ces exercices feront l'objet d'un compte-rendu accessible à l'inspection des installations classées.

Constat : Pas de non-conformité constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées constate que l'état des déchets stockés est accessible en permanence. Ce dernier est mis à jour de manière quotidienne.

L'exploitant est en capacité d'indiquer la liste complète des destinataires des déchets (exutoire).

Constat : Pas de non-respect constaté

Cependant, la liste complète des destinataires des déchets est consultable uniquement en version numérique. Il conviendrait de tenir un bilan annuel, en version papier comprenant, notamment, la

liste complète des exutoires avec les tonnages apportés et les types de déchets acceptés.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Quantité de déchets entreposés
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2
Information confidentielle :